

EDF, malaise à la CGT

lundi 22 juin 2009 (01h32)

5 commentaires



de Martine Orange

Syndicat majoritaire chez EDF, la CGT se trouve prise en porte-à-faux face aux derniers mouvements sociaux. «Nous sommes pris entre Sud et la direction», reconnaît un délégué syndical. Mais les salariés rendent aussi le syndicat comptable des changements intervenus dans l'entreprise publique au cours des cinq derniers années, et du malaise qu'ils ressentent face aux évolutions. Des non-dits pèsent car il y a bien eu un «deal» entre Nicolas Sarkozy et Bernard Thibault au printemps 2004 au moment du changement de statut. Et le président de la République n'a pas respecté ses engagements. Enquête.

Rarement, la CGT a donné le sentiment d'être aussi à mal à l'aise à EDF. Cette entreprise qu'elle connaît par cœur paraît brusquement lui glisser des mains. Même s'ils forment encore et de loin le syndicat majoritaire, les responsables CGT d'EDF semblent désarçonnés. Les derniers mouvements sociaux sont parfois partis sans eux, quelquefois contre eux. Sur les sites, les délégués syndicaux CGT ont rejoint les grévistes, en ignorant les messages d'apaisement du sommet.

Les tentatives pour cadrer le mécontentement n'ont guère été suivies d'effet. Les appels classiques à une journée d'action comme la CGT en a l'habitude sont très peu suivis : à peine 10% de grévistes, une petite portion de 20% dans le meilleur des cas. A la place, de nouveaux modes d'actions sont instaurés qui bousculent totalement les usages. Apparaissent des grèves tournantes, éparpillées, menées parfois par des poignées d'hommes. Des fonds se sont constitués, alimentés par ceux qui continuent de travailler, pour aider les grévistes.

«Nous sommes coincés entre Sud et la direction», reconnaît Patrick Duchet, ingénieur sécurité et secrétaire CGT du comité d'établissement de la centrale de Penly. «Les salariés pensent comme Sarkozy qu'une journée de grève ne se voit pas. Le mot d'ordre de Sud est de reprendre en main l'outil de travail. Mais cela ne fait pas partie des valeurs de la CGT. Nous avons toujours refusé de toucher à l'outil de travail, pas eux. Les jeunes sont beaucoup plus radicaux», explique-t-il. Claude Pommery, responsable à la fédération énergie CGT, reconnaît à mi-mots la rupture. «Les jeunes qui arrivent n'ont pas beaucoup de repères. Il y a incontestablement une tentation de radicalité. Il faut parvenir à élaborer des repères communs. Nous devons analyser tout ce qui s'est passé pendant nos journées d'études cet été.»

Le refus de la direction d'EDF d'engager des négociations salariales, sa décision de répondre par la manière forte en sanctionnant les grévistes, les menaçant de licenciement ou de passer devant les tribunaux, a permis de

refaire l'unité. Ensemble, tous les syndicats ont dénoncé les sanctions disciplinaires et la «**criminalisation des conflits sociaux**». «**Plus de 200 membres de la CGT sont poursuivis**», a protesté Marie-Claire Cailletaud, responsable CGT d'EDF. Une façon de rappeler que la CGT n'a pas déserté le terrain, comme certains l'en accusent.

Car les reproches pleuvent sur la CGT, sur sa gestion passée et présente de l'évolution d'EDF. Sa position de syndicat majoritaire, d'interlocuteur privilégié de la direction et du gouvernement l'expose à toutes les critiques. En vrac : d'avoir accompagné sans vraiment résister le changement de statut et le démantèlement d'EDF ; d'avoir préféré son statut à l'intérêt du groupe ; de ne plus défendre l'avenir. Parce qu'elle a contribué à faire le groupe depuis soixante ans, qu'elle l'a marqué de son empreinte, chacun la rend compte du malaise qu'il ressent face aux changements.

En face, la fédération et les responsables CGT du groupe semblent hésiter sur le discours à tenir. Ils entendent les critiques, ils sont d'accord avec pas mal d'entre elles. Eux aussi déplorent «**ce service public qui s'effiloche**» chez EDF, la façon dont évolue le groupe. De plus en plus de questions émergent. Se sont-ils trompés? Faut-il encore défendre une politique d'accompagnement social ?

Une si puissante fédération de l'énergie

Bien sûr, ils récusent le terme. Mais, en tablant sur «**un syndicalisme de propositions**», Denis Cohen, puissant patron de la fédération énergie CGT entre 1990 et 2005, n'en est pas très loin à l'époque. Persuadé que le refus de toute évolution n'aboutirait à rien, il décida de les négocier. Dès l'arrivée de François Roussely à la présidence d'EDF en 1998, Denis Cohen devient son interlocuteur privilégié, celui dont on doit avoir l'accord si on veut avancer. D'abord rétif à toute ouverture de capital et au changement de statut, il en négocie peu à peu les termes, directement avec l'Elysée à partir de 2002.

Un accord s'esquisse : d'accord pour la séparation des personnels d'EDF et de GDF, d'accord pour le changement de statut mais, en contrepartie, les régimes de retraite d'EDF restent inchangés. L'entreprise est riche, elle a les moyens de payer. Son cas n'est pas comparable à celui de la SNCF. Et le 9 janvier 2004, lorsqu'un référendum interne est organisé pour savoir si les personnels d'EDF sont favorables ou non au changement de statut, Denis Cohen appelle à voter oui. Le non l'emportera avec 53% des suffrages. Cet épisode reste gravé dans le souvenir de nombreux salariés.

«**C'est à ce moment que j'ai quitté la CGT. C'était trop**», raconte aujourd'hui Yann Cochin, chercheur à Clamart devenu un des porte-parole de Sud. Bon nombre de syndiqués feront de même. Tout en restant à la CGT, d'autres feront connaître leur désaccord avec la ligne défendue par le secrétaire général.

Il n'y a pas que la base à être gênée. A la tête de la confédération, Bernard Thibault et les permanents de la centrale de Montreuil toussent aussi. D'abord, si EDF obtient un statut dérogatoire pour son régime de retraite, que va-t-il se passer pour tous les autres régimes spéciaux. Que pourra négocier la confédération ? De plus, l'émancipation de Denis Cohen commence à gêner beaucoup Bernard Thibault et la confédération. Membre du PC, proche de Robert Hue, celui-ci apparaît de plus en plus comme un rival, pouvant remettre en cause la ligne d'indépendance de la CGT par rapport au PCF. Denis Cohen apparaît comme un rival d'autant plus dangereux qu'il est la tête de la fédération la plus riche de la CGT. L'Energie, c'est un peu l'UIMM de la CGT, grâce à EDF et GDF, qui lui versent statutairement 1% de son chiffre d'affaires réalisé en France pour financer le CCAS (Caisse centrale d'activités sociales) d'EDF. Comptant 3.900 salariés, ce comité d'entreprise est une société à part qui gère un budget annuel de près de 400 millions d'euros.

La comparaison avec l'UIMM n'est pas fortuite. C'est au moment même où le gouvernement entre dans le vif du sujet sur le changement de statut d'EDF que sort l'affaire du CCAS. En février 2004, une enquête judiciaire est ouverte à la suite d'une plainte pour «**abus de confiance, abus de biens sociaux, et soupçons d'irrégularités**» déposée par quatre salariés de la CCAS, dont l'ancien directeur Jean-Claude Laroche. Ils soupçonnent le CCAS d'alimenter la CGT et le PC. L'instruction judiciaire n'est pas achevée mais la fédération de l'énergie se voit brusquement dos au mur. Denis Cohen s'effacera bientôt et sera remplacé par Frédéric Humbrecht, proche de Bernard Thibault.

Quand il arrive au ministère des finances en février 2004, Nicolas Sarkozy ne peut pas ignorer tout ce qui se passe à la CGT. Jusqu'à présent, c'était l'Elysée qui gérait le dossier du changement de statut d'EDF-GDF. Il entend désormais se le réapproprier. L'Elysée discutait avec Denis Cohen, lui négociera directement avec Bernard Thibault. Les deux jouent alors une carte politique pour l'avenir.

«To deal or not to deal»

*Y a-t-il eu un accord entre les deux hommes ? A de nombreuses reprises, le soupçon d'une négociation secrète entre Nicolas Sarkozy et Bernard Thibault a pris corps au sein du groupe, comme dans les instances syndicales et chez les observateurs du monde social. Dans son livre *Si on me cherche*, publié en septembre 2008, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, y fait directement allusion. Il évoque notamment une conversation avec Raymond Soubie, conseiller social de l'Elysée, qui lui aurait ouvertement parlé d'une amnistie judiciaire pour l'ensemble des syndicats. Réponse de l'intéressé : «**La CFDT n'a pas de financement occulte.**»*

«Un deal ! Quel deal ? On n'a jamais été capable de m'en donner le contenu», rétorque Bernard Thibault, lorsqu'il est interrogé par Mediapart quelques semaines après la parution du livre de François Chérèque.



*«**Bien sûr, qu'il a eu un deal**», soutient aujourd'hui un responsable d'EDF. Un haut cadre de GDF se souvient d'une conversation avec Raymond Soubie, à l'époque président d'Altedia, cabinet de conseil en relations sociales travaillant pour GDF. «**Alors que nous commentions le changement de statut d'EDF et de GDF, Raymond Soubie nous dit : «Je n'y suis pour rien.» C'est Sarkozy et Thibault qui ont négocié en tête à tête. Vous savez comment est Nicolas Sarkozy. Il fait tout tout seul au téléphone.**»*

Selon le responsable d'EDF, l'accord négocié au printemps 2004 entre les deux hommes était large. Il en décrit en résumé la substance. La CGT ne s'opposerait pas au changement de statut d'EDF et de GDF. En contrepartie, Nicolas Sarkozy prenait l'engagement que les deux entreprises resteraient détenues majoritairement par l'Etat. Le statut serait maintenu. Les régimes de retraite évolueraient dans le cadre général des régimes spéciaux, mais les prestations et les droits seraient conservés. Le nucléaire serait relancé et il ne serait développé en France que par EDF. François Roussely serait reconduit à la présidence du groupe. Quant au CCAS, l'affaire serait enterrée, et EDF aiderait la CGT à remettre de l'ordre dans le comité d'entreprise. Le syndicat ayant entendu les reproches des salariés, l'accusant d'avoir privilégié ses intérêts au détriment de ceux des agents de l'entreprise.

A la suite de ces témoignages, nous avons interrogé Bernard Thibault pour savoir s'il confirmait ou infirmait ces propos et le contenu de l'accord secret avec Nicolas Sarkozy. Il n'a pas donné suite à nos questions.

Une parole non tenue

Qu'est-il advenu de cet accord ? Malgré le soutien affiché de Nicolas Sarkozy, François Roussely n'a pas été reconduit à la présidence d'EDF. Jean-Pierre Raffarin, alors premier ministre, mettant sa démission dans la balance pour obtenir son renvoi. Ne pouvant nommer Francis Mer, il choisit, faute de mieux, Pierre Gadonneix, dont le nom lui avait été soufflé par Anne Meaux, qui tient un cabinet de communication, mais aussi, semble-t-il, par Suez qui s'impatientait des manœuvres dilatoires du président de GDF pour éviter la fusion, déjà discutée dès cette époque-là.

En 2006, lorsque la question de la privatisation de GDF et de sa fusion avec Suez fut lancée par Dominique de Villepin, Nicolas Sarkozy, alors président de l'UMP, œuvra dans les coulisses parlementaires pour faire capoter le projet. Cela faillit marcher en juin 2006. Thierry Breton, alors ministre des finances, passa tout l'été pour rattraper l'échec et faire finalement passer sa loi de privatisation à l'automne 2006. Mais le projet n'était pas bouclé pour autant.

Au début de sa présidence, Nicolas Sarkozy sembla hésiter sur la conduite à tenir à l'égard de GDF. Une conversation de vingt minutes en tête à tête début septembre 2007 avec Albert Frère, principal actionnaire de Suez, suffit à emporter sa décision. GDF serait privatisé et fusionnerait avec Suez. Lui avait-on rappelé lors de ce bref échange certains engagements ?

*Depuis, le président de la République semble avoir retrouvé toute liberté par rapport aux accords passés. Les régimes spéciaux de retraite ont quasiment été alignés sur le régime général. Et lorsqu'il annonça fin janvier 2009 le lancement du deuxième EPR à Penly, l'Élysée précisa dans son communiqué que **«dans la perspective du développement ultérieur de la filière, l'Etat reconnaît la volonté de GDF Suez d'assumer la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation de l'EPR suivant»**. Le dernier pan est tombé. EDF continue pour sa part à assumer ses engagements et aide la CGT à remettre de l'ordre dans le CCAS : 650 salariés du comité d'entreprise ont déjà été reclassés au sein du groupe.*

*Que faire maintenant ? **«Le dialogue social a terriblement changé dans l'entreprise. Tout est beaucoup plus dur. Tous les outils de promotion qui existaient auparavant ont disparu»**, note un cadre d'EDF. En dix ans, 10.000 emplois ont disparu en France **«On demande à tous d'en faire plus. Mais il n'y a aucune reconnaissance, aucune récompense. Les conditions de travail se sont dégradées et les salaires stagnent»**, dit Marie-Hélène Gourdin, secrétaire fédérale CFDT de l'énergie.*

*Une césure profonde s'est instaurée entre les salariés d'avant et ceux qui entrent. Les jeunes embauchés gagnent à peine 1.200 euros par mois. Ils connaissent des situations difficiles. Ce sont eux qui sont en pointe dans les mouvements de protestation. **«Dans les grandes villes et notamment à Paris, il est vrai qu'ils ont du mal à se loger»**, constate Bertrand Caron, responsable des relations humaines. Le problème devient si aigu qu'EDF étudie une aide au logement pour les épauler.*

*Les perspectives de progression sont rares. L'école des métiers, qui constituait une vraie école de la deuxième chance pour les salariés de l'entreprise et leur permettait d'envisager un avenir professionnel, a été supprimée. La formation est désormais assurée par les centres dépendant du Medef. Mais ces formations n'assurent pas grand-chose au bout. **«On rentre à un niveau et on n'en bouge pas»**, dit Patrick Duchet.*

C'est à tous ces changements que la CGT doit répondre. Veut-elle continuer à assumer son rôle de co-gestionnaire de fait d'EDF ou retrouver un syndicalisme plus militant ? La question qui dépasse de loin la seule entreprise publique semble se poser avec de plus en plus d'acuité. Et plus les délégués sont proches du terrain, plus ils militent pour des prises de position plus fortes, plus audibles sur l'évolution de la maison, sa stratégie. De son côté, la fédération énergie n'a plus grand-chose à négocier. Tout le monde pressent qu'une page sociale est en train de se tourner. Mais personne ne sait de quelle façon la suite s'écrira.

► [Mediapart](#) du 20 juin 2009